

# Embargo sur les produits pétroliers russes... après l'élection présidentielle française !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 16 avril 2022



Nous trouvons l'info. dans la presse US, pas en France, le sujet est trop délicat !

[Capital, lui, traite du sujet en évoquant un délai de plusieurs mois sans référence à l'élection...](#)

## L'Europe prépare à contrecœur l'embargo russe sur le pétrole

Les responsables préparent une interdiction progressive des

**importations de produits pétroliers russes, mais la mesure ne sera lancée qu'après le second tour des élections françaises au plus tôt pour que l'augmentation des prix n'aide pas Marine Le Pen !!!**



Par [Matina Stevis-Gridneff](#) 14 avril 2022

(Traduction par le web, quelque peu améliorée)

BRUXELLES – Les responsables européens élaborent des plans pour un embargo sur les produits pétroliers russes, la mesure la plus contestée à ce jour pour punir la Russie pour son invasion de l'Ukraine. Une décision longtemps repoussée en raison de ses coûts élevés pour l'Allemagne, le risque de perturber la politique dans la région et l'augmentation des prix de l'énergie.

Après avoir interdit le charbon russe pour une première étape plus tôt ce mois-ci – avec une période de transition de quatre mois pour mettre fin aux commandes en cours – l'Union européenne est maintenant susceptible d'adopter une interdiction similaire sur le pétrole russe, ont déclaré des responsables et des diplomates de l'UE. L'approche est conçue pour donner à l'Allemagne, en particulier, le temps de trouver des fournisseurs alternatifs (*Les Etats arabes pour plus de dépendances avec l'islam, le Venezuela pourtant honni des « démocraties », etc...*).

Les discussions interviennent juste au moment où le président russe Vladimir V. Poutine [a reconnu](#) jeudi que les sanctions occidentales déjà en place avaient nui au secteur énergétique vital pour son pays.

**L'embargo proposé par l'UE ne sera mis en négociation au plus tôt qu'après le dernier tour des élections françaises, le 24 avril, pour s'assurer que l'impact sur les prix à la pompe n'aide pas la candidate populiste Marine Le Pen et gêne le**

**président, réduisant les chances de réélection d'Emmanuel Macron, ont indiqué des responsables.**

Le calendrier est aussi important que les détails de l'interdiction. Il est révélateur de la stratégie de la corde raide nécessaire pour convaincre les 27 pays de l'UE d'accepter de franchir une étape auparavant impensable, alors que la Russie prépare une nouvelle offensive dans l'est de l'Ukraine.

Mais les responsables et les diplomates qui ont parlé sous le couvert de l'anonymat, ils n'étaient pas autorisés à discuter de la question avec la presse, ont déclaré qu'il y avait un sentiment croissant que la mesure serait prise même en l'absence d'un soi-disant déclencheur – un autre événement majeur d'actualité comme les atrocités de [Bucha](#) . Un événement de ce type pourrait faire avancer la décision.



Des manifestants pro-ukrainiens lors d'une manifestation appelant à l'interdiction des importations russes de pétrole, de gaz et de charbon à Berlin au début du mois. Crédit...John Macdougall/Agence France-Presse – Getty Images

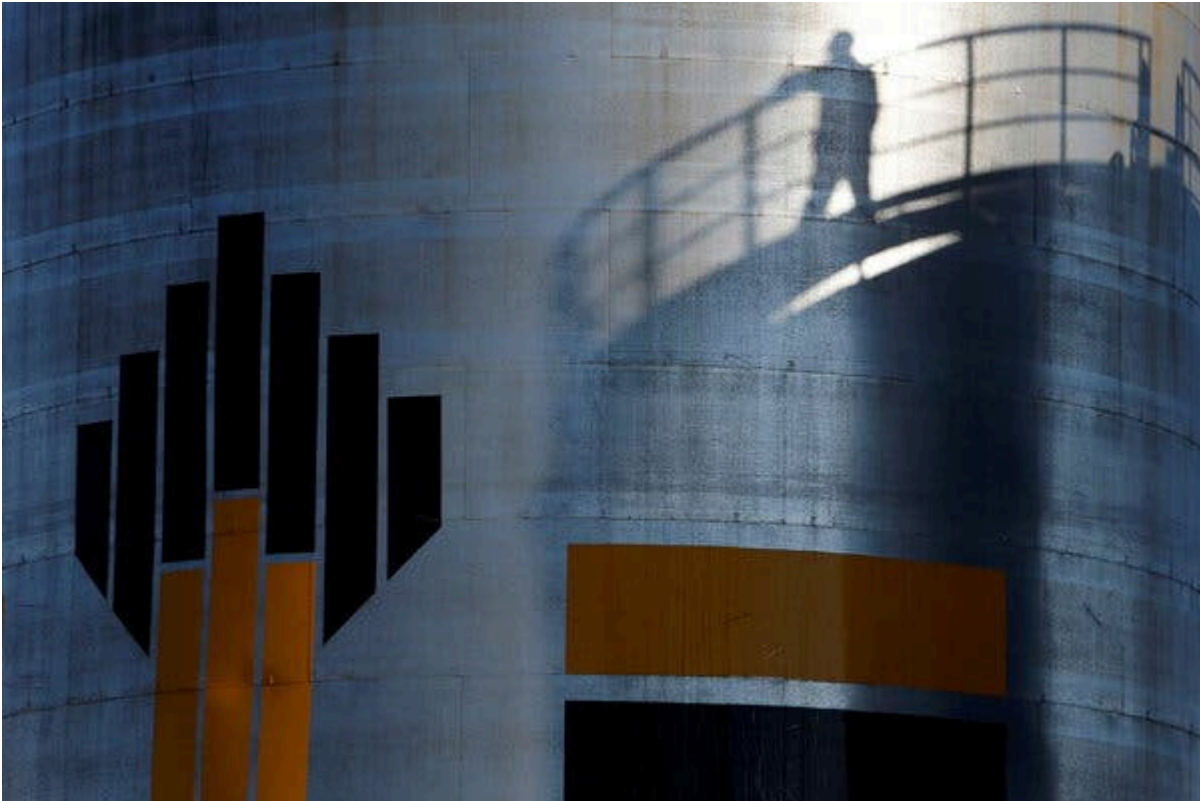
« La Commission et les membres de l'UE ont intelligemment évité de définir des lignes rouges qui déclencheraient une réponse aux sanctions depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine », a déclaré Emre Peker, directeur du cabinet de conseil Eurasia Group.

« Je m'attends à ce que l'UE hésite à définir des déclencheurs », a-t-il ajouté, « alors que l'escalade continue de la Russie dans l'est de l'Ukraine et les révélations de Bucha et d'ailleurs continuent de donner un élan pour un durcissement de la position européenne. Toute autre catastrophe majeure qui se produira ne fera que pousser à une nouvelle réponse de l'UE.»

L'Union européenne, qui a pris cinq séries de sanctions financières toujours plus sévères contre la Russie depuis le début de l'invasion le 24 février. Elle subit une énorme pression de la part de ses alliés pour qu'elle cesse d'alimenter les caisses du Kremlin en achetant du pétrole. Jusqu'à présent, ils ont évité de traiter des importations de gaz en provenance de Russie, elles restent trop importantes pour les économies européennes, celle de l'Allemagne en particulier.

Mais une poignée de ses membres sont également mal préparés à faire face aux conséquences économiques de la fermeture du robinet des importations de pétrole russe. La Russie est le plus grand fournisseur de pétrole de l'Union européenne, fournissant au bloc un quart de ses importations de pétrole et de produits pétroliers en 2020.





Un champ pétrolifère appartenant à Rosneft à Nefteyugansk, en Russie, en 2016. Crédit...Sergueï Karpoukhine/Reuters

L'Allemagne, leader de facto du bloc, fortement dépendante du pétrole et du gaz russes, a été un pays clé pour résister à un embargo pétrolier rapide, universel et simultané à l'échelle de l'UE. Une grande partie du travail autour des détails de la mesure vise à garantir que Berlin s'y associe.

L'Allemagne reçoit 34 % de son pétrole de la Russie. Un défi clé sera non seulement de trouver des fournisseurs alternatifs pour compenser cela, mais aussi d'aligner un transport terrestre suffisant pour le pétrole à destination de ses deux raffineries alimentées par des pipelines depuis la Russie, en particulier une raffinerie dans la ville orientale de Schwedt, par la frontière polonaise.

Cette semaine, l'ambassadrice d'Allemagne aux États-Unis a développé la réflexion de son pays sur les sanctions énergétiques dans un long fil sur Twitter.

« Passer par l'abandon rapide des combustibles fossiles en provenance de Russie provoquerait une perturbation massive et

instantanée. Vous ne pouvez pas allumer et éteindre les installations industrielles modernes comme un interrupteur. Les effets d'entraînement se feraient sentir au-delà de l'Allemagne, moteur économique de l'UE et 4e économie mondiale », a déclaré l'ambassadrice, Emily Haber.

*J'ai lu des demandes demandant à l'Allemagne de cesser immédiatement toutes les importations de combustibles fossiles russes et d'en subir les conséquences économiques quelles qu'elles soient. Vu l'atrocité de la guerre russe, je comprends.*

– Emily Haber (@GermanAmbUSA) [13 avril 2022](#)

La Hongrie, un autre pays de l'UE fortement dépendant du pétrole russe, a exigé que toutes les sanctions futures soient décidées par les dirigeants de l'UE plutôt que par des diplomates ou des ministres de haut niveau, évoquant la perspective d'une réunion au sommet d'urgence pour débattre du sujet.

## [Mises à jour en direct : guerre russo-ukrainienne](#)

Mise à jour

April 16, 2022.

- [Lorsque l'offensive russe frappera l'est de l'Ukraine, ce sera probablement un long combat, selon les analystes.](#)
- [Les forces russes ont bombardé des bus transportant des évacués, tuant 7 personnes, selon un responsable.](#)
- [« Merci de ne pas nous avoir tués. » Des témoins décrivent leurs épreuves sous l'occupation russe.](#)

M. Poutine a longuement parlé de la dépendance de l'Europe vis-à-vis du pétrole et du gaz russes lors d'une réunion de

hauts responsables russes jeudi. Il a mis en garde contre une perturbation majeure de l'économie mondiale si les pays occidentaux décidaient de les interdire.

"The consequences of this may be extremely painful, primarily for the initiators of the policy," Mr. Putin said, according to an English-language transcript released by the Kremlin.

But he also acknowledged that the European measures already in place are hurting Russia's energy exports because they affect logistics and finance.

"The most urgent problem here is the disruption of export logistics," Mr. Putin said at the meeting, which included his top advisers. "Furthermore, there are setbacks in payments for Russian energy exports. Banks from these unfriendly countries are delaying the transfer of funds."

For now, the drafting of the new European measures is being done by a small number of experts at the European Commission, the bloc's executive arm, led by President Ursula von der Leyen's chief of staff, Björn Seibert.

But in addition to the French election, the timetable is also slowed by the Catholic Easter on April 16 and the Orthodox Easter on April 24, observed as a holiday in Europe, meaning that the measures would be put up for debate in late April or early May at the earliest.

A European Union leaders' summit on Ukraine is already scheduled for the end of May, but officials said it was possible events on the ground in Ukraine, in particular after the launch of the Russian offensive in the east, would make an earlier meeting to address an oil embargo necessary.

# Russia-Ukraine Key Developments

---

War:

Card 1 of 4

**On the ground.** Russia is moving forces to Ukraine's eastern border, the Pentagon says, as [both sides prepare for a confrontation there](#). In the south, the Russian military appeared [close to capturing Mariupol](#), a win that would allow Moscow to establish a land bridge between Russia and the occupied territory of Crimea.

**A blow to Russian forces.** The flagship of Russia's Black Sea fleet [suffered severe damage](#) that forced the crew to abandon it; it subsequently sank. A Pentagon official later confirmed that [a Ukrainian missile strike was responsible](#).

**Europe drafts oil ban.** European Union officials [said they were drafting](#) the most contested measure yet to punish Russia for its invasion of Ukraine: an embargo on Russian oil products. The bloc has long resisted such a ban because of its [dependence on Russian energy sources](#).

**A boost to NATO.** Finland and Sweden are [considering applying for membership in the alliance](#). Dmitri A. Medvedev, Russia's former president and prime minister, said Moscow would be forced to "seriously strengthen" its defenses in the Baltics if the two countries were to join.

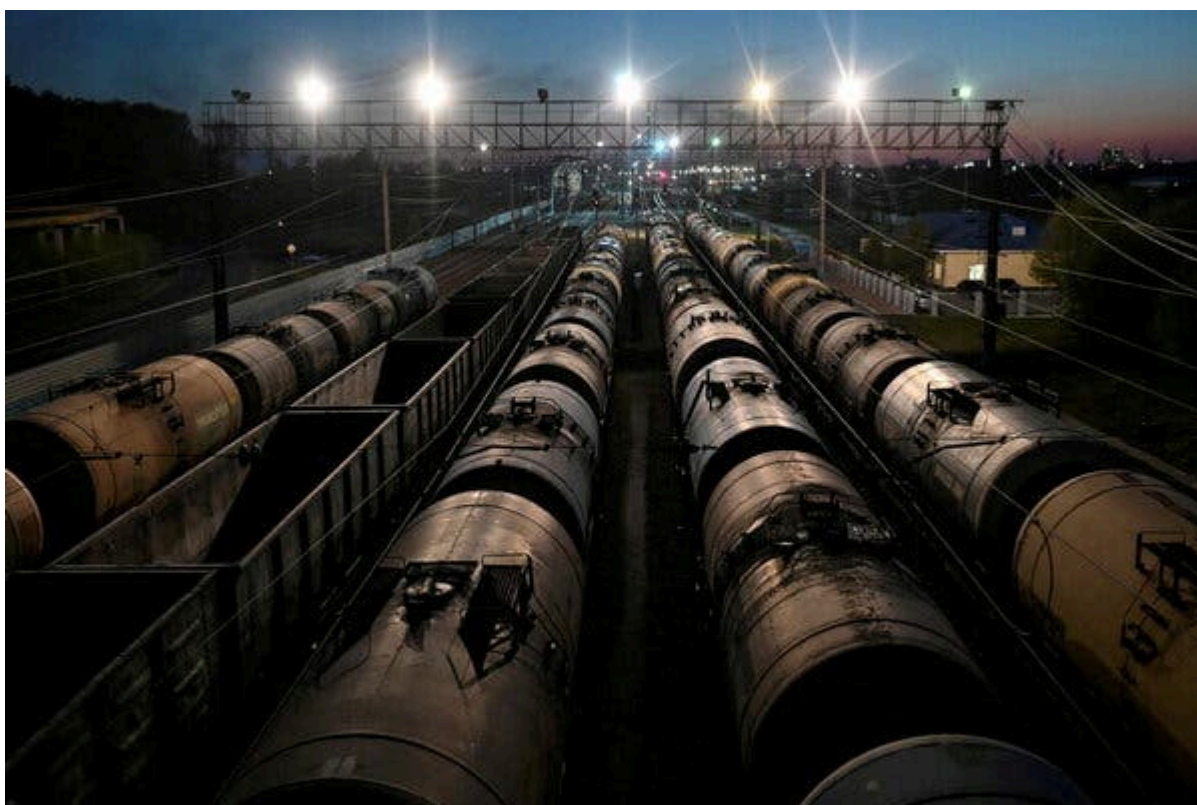
But with all these caveats applying, what once seemed an impossible step for Europe was now likely, officials said.

Suivant la méthode de l'élaboration des sanctions de l'UE, la Commission ne met pas sur papier les détails de ses propositions de l'interdiction du pétrole – de peur qu'elles



ne conduisent ou amènent les opinions publiques au désaccord entre les nations de l'UE et ne brisent ainsi sa tentative de présenter un front uni .

Au lieu de cela, de petits groupes de diplomates rencontreront des responsables de la Commission pour débattre des mesures dans les prochains jours, tout au long des vacances de Pâques, ont déclaré des responsables.



Wagons pétroliers à la gare d'Omsk, en Russie, en 2020. Crédit...Alexeï Malgavko/Reuters

Les responsables et les diplomates affirment qu'il existe un consensus croissant, pour maintenir l'unité entre les 27 États, qu'une approche progressive est nécessaire.

L'approche la plus probable est un calendrier qui différencie les types de produits pétroliers et les méthodes de livraison, avec un consensus autour de la faisabilité d'un embargo plus rapide sur le pétrole transporté par pétroliers, par opposition au pétrole arrivant en Europe par pipelines. Cette

concession est destinée à engager l'Allemagne.

Une période de transition minimale d'un mois fera partie de l'interdiction pétrolière actuellement en discussion, ont déclaré des diplomates et des responsables.

« Alors que la direction de l'évolution – vers les sanctions pétrolières et le découplage énergétique global de la Russie – est claire et largement incontestée, de nombreuses capitales de l'UE dirigées par Berlin veulent déployer les mesures à venir avec le moins de perturbations possible », a déclaré M. Peker.

« Cela nécessitera des suppressions progressives et des exemptions, pour permettre aux pays fortement dépendants des approvisionnements russes de s'adapter. Ce sera également essentiel pour parvenir à un consensus entre les 27 États membres », a-t-il ajouté.

Le ministre allemand de l'économie, Robert Habeck, a déclaré publiquement que le pays se servirait du pétrole russe jusqu'à l'horizon de la fin de l'année, un calendrier qui sera probablement accéléré.

« Les entreprises laissent leurs contrats avec des fournisseurs russes s'épuiser, ne les renouvelleront pas et se tourneront vers d'autres fournisseurs à un rythme insensé », a déclaré M. Habeck à Berlin fin mars.